

15ième colloque AFEP – Saint Brieux  
10-12 juin 2026

**« No(s) futur(e)s : crises, conflits et matérialité dans les économies du XXI<sup>e</sup> siècle »**

**Atelier : Démocratie, démocratisation de l'économie et démocratisation de l'entreprise** (Coordonné par Nicolas Postel & Richard Sobel, Université de Lille)

Depuis la Révolution française, la démocratie dans les pays occidentaux s'est principalement développée dans la sphère politique, sous une forme représentative, laissant largement en dehors de son champ l'ordre économique dominé par le capitalisme. Il en résulte une citoyenneté asymétrique, où l'individu est acteur politique mais subordonné dans la sphère économique, marquée par les inégalités liées à la propriété privée et au rapport salarial.

Des institutions issues des luttes sociales — droit du travail, services publics, sécurité sociale — ont permis un certain rééquilibrage démocratique et un contrôle collectif partiel de l'économie. Toutefois, ce compromis sociopolitique, dit fordiste, s'est construit à l'échelle macrosociale nationale, sans remettre en cause le pouvoir capitaliste au niveau de l'entreprise. Cette démocratisation partielle de l'économie apparaît aujourd'hui fragilisée et insuffisante face aux transformations sociales, environnementales et politiques contemporaines.

Parallèlement, des démarches de démocratisation économique « par le bas » se sont développées depuis plus de deux siècles, telles que l'économie sociale, l'autogestion, la cogestion ou le mouvement des communs. Ces initiatives, toujours actuelles, visent à contester le pouvoir capitaliste au cœur même de l'entreprise et à dépasser les limites du compromis fordiste, devenu inadapté aux enjeux actuels.

La question centrale est alors de savoir dans quelle mesure ces expériences micro-économiques peuvent contribuer à une démocratisation économique plus large, sans affaiblir les régulations macrosociales existantes, et sous quelles conditions institutionnelles et géopolitiques elles peuvent être durables.

L'atelier s'inscrit dans un programme de recherche porté par la Chaire WILL et la Chaire Socio-Économie des Communs de l'Université de Lille. Il vise à analyser les démarches de démocratisation économique, leurs limites, leurs conditions de possibilité et les cadres théoriques et institutionnels sur lesquels elles peuvent s'appuyer.

**DEPOT DES PROPOSITIONS EN LIGNE LE 28/04 AU PLUS TARD. (Choisir lors du dépôt la thématique « ATELIER - Démocratie, démocratisation de l'économie et démocratisation de l'entreprise »).**

*Penser une économie politique des milieux, antidote à une science économique désincarnée. Perspectives à partir des coopératives comme société de personnes* (Thomas Lamarche, Université Paris Cité)

*Les coalitions territoriales écologiques : un espace méso de démocratisation économique ?* (Magali Savès, Université de Lille, Alain Schnapper, Communauté des entreprises à mission)